Déclaration liminaire Formation Spécialisée n°13 du 06 novembre 2026

C'est à nouveau dans un contexte social particulièrement tendu que nous nous réunissons aujourd'hui pour ce dernier plénier de l'année de la FS-SSCT du CSAL de Paris. Hier encore, nous étions nombreux à être en grève et / ou dans la rue à l'appel d'une très large intersyndicale. Ce mouvement étant rejoint par de nombreux salariés du privé venant des secteurs les plus variés. Et toujours présents bien sûr, les lycéen.nes et les étudiant.es aussi nombreux.ses et que les deux semaines de vacances n'ont pas réussi à décourager, loin s'en faut.

Ce mouvement absolument inédit tant par son ampleur que par sa durée vient sonner le glas d'une politique de casse systématique du service public dont vous êtes finalement rien d'autre que des auxiliaires.

Aux finances publiques, cela fait des années que Solidaires s'insurge contre les suppressions incessantes de postes qui entraînent l'abandon d'un nombre de croissant de nos missions, sans pour autant que cela soit suffisant, car tous les ans, c'est par centaines que l'on sacrifie aux finances les emplois. Le capital a faim, il faut le nourrir sans cesse tel un démon impitoyable.

En matière de conditions de travail, de santé des agents et même de sécurité, les effets de cette fuite en avant sont délétères. Les agent.es en situation de souffrance grave sont de plus en plus nombreux.ses et, ajoutées aux difficultés de la vie quotidienne (traitements non revalorisés depuis des années, logements inabordables et parc social insuffisant…), les tensions de plus en plus nombreuses dans des services exsangues amènent certain.es de nos collègues à envisager de commettre l'irréparable.

Et ce n'est pas votre **plan de prévention du risque suicidaire** qui va venir endiguer ce malaise tant les moyens de sa mise en place sont indigents. C'est du moins ce que Solidaires constate en examinant le point d'étape proposé aujourd'hui à l'ordre du jour. Vous ne remettez aucunement en cause les processus délétères engagés depuis de nombreuses années comme ce maudit NRP que l'on essaye de nous faire faire avaler en nous le présentant comme respectueux de l'environnement alors qu'à côté de cela, notre direction générale n'a de cesse de vanter le recours à l'intelligence artificielle comme solution à tous les problèmes qu'elle a elle-même en grande partie générés. Pourtant, on connaît très bien à présent le caractère énergivore de cette technologie, largement supérieur à l'impact des surfaces de bureau dont on aurait pourtant besoin pour travailler dans des conditions correctes. Et ce recours au tout numérique que l'on essaye de nous vendre pour palier les fermetures des accueils du public laisse planer d'autres risques mal

anticipés comme l'ont démontré cet été les vols de données faits par des gamins de 16 ans. Tout ceci est-il vraiment sérieux ?
Dans ce point d'étape de ce plan de lutte contre le risque suicidaire qui devait s'étaler de 2025 à 2027 à la DGFIP mais qui, si l'on en croit vos documents, s'étendra visiblement de 2026 à 2028 à Paris, vous vous félicitez de mesures prises qui apparaissent bien modestes en regard de la souffrance des agents concernés : vous énumérez le nombre de réunions tenues sur le sujet, de chartes de travail adoptées et même du nombre d'intranets locaux mis à jour. Le tout ne débouchant que sur des mesures bien insuffisantes quand elles ne sont pas tout simplement contre-productives. Pire, vous allez jusqu'à évoquer le nombre de FS consacrées à ce sujet alors que c'est souvent suite à l'insistance des organisations syndicales que la question du risque suicidaire a été abordée. Ces séances ont été le théâtre d'âpres débats durant lesquels nous avons souvent eu l'impression d'avoir en face de nous une direction freinant des quatre fers sur cette question quand elle ne nous donnait pas d'être tout simplement dans le déni. Nous en voulons pour exemple votre opposition systématique à la demande de Solidaires de créer une cellule spécialisée pour les risques psychosociaux (RPS).

Pour échapper à des temps de trajets devenus insupportables, à des conditions de travail souvent mauvaises et pour pouvoir trouver un peu d'équilibre entre la vie de famille et les exigences professionnelles, nos collègues plébiscitent le **télétravail** qui s'est largement développé depuis la pandémie. Mais là encore, vous parvenez à retourner contre les agents ce que vous avez présenté dans un premier temps considérer comme un progrès social. En effet, malgré l'engagement pris par Monsieur Hughes Bied-Chareton de ne pas faire appel à la mise en télétravail d'office des agents affectés sur un site qui rencontrerait des avaries le rendant ponctuellement inutilisable (fuite d'eau, coupure d'électricité, manifestation…), vous avez à nouveau systématiquement eu recours à cet artifice pour ne surtout pas octroyer aux agents concernés la moindre autorisation d'absence.

Le **rapport d'activité 2025 de l'ISST** reste quant à lui extrêmement succin où seules des généralités sont évoquées. Ainsi, dans l'axe IV « prévenir les risques de désinsertion professionnelle », on se limite à un constat qui reste au demeurant très vague sans rien de concret au final. Alors que l'on pourrait s'attendre à la prise de mesure pro-actives. Mais là encore, les moyens font cruellement défaut.
Comme cela est écrit dans le rapport, l'activité 2025 a été notamment marquée par la poursuite du NRP sur Paris, sans qu'aucun projet de la direction n'ait été un tant soit peu amendé.
Les risques relevés par l'ISST font largement l'impasse sur les exercices d'évacuation faits sur les sites parisiens et les cafouillages qui résultent d'une insuffisante information des agents. Cette confusion est encore augmentée par les nouvelles règles édictées par le Secrétariat Général concernant la conduite de ces évacuations par les guide-files et les serre-files. Personne ne sait plus de quoi il en retourne et cela est inquiétant. À ce titre nous rappellerons que l'exerce grandeur nature réalisé à Saint-Sulpice s'était soldé par la mort, heureusement virtuelle, de plusieurs collègues. Il serait peut-être temps de réagir.
Enfin, concernant la santé des agents sur le lieu de travail, nous vous épargnerons d'évoquer à nouveau la gestion lamentable des différents vagues de canicule cet été. Nous comprenons que la direction agit dans un cadre réglementaire contraint, mais il est aussi de son devoir d'informer la DG des difficultés rencontrées par les agents sur le terrain. Et la responsabilité qui vous incombe de garantir la santé et la sécurité des agent.es aurait dû vous inciter à prendre toutes les mesures qui s'imposaient et, au besoin, dépasser les limites d'un cadre existant qu'il est toujours possible de faire évoluer.

Le **rapport d'activité pour l'année 2025 du service social** traduit là encore la souffrance de trop nombreux agent.es de la DRFIP, en particulier celles et ceux dont les revenus sont les plus modestes et qui peinent à se loger non seulement à Paris, mais même à présent en banlieue. Cela est bien entendu dû à l'absence de rattrapage des salaires de la fonction publique dont nous parlions en début de liminaire et qui constituait une des principales raisons pour lesquelles nous étions si nombreux à être mobilisés hier jeudi 5 novembre. Les moyens dont dispose le service social sont insuffisants et les agents qui y ont recours le font quand ils y sont acculés. Vous prétendez par ailleurs continuer à attacher toute l'importance qu'elle mérite à une restauration collective qui permet à des collègues de pouvoir prendre au moins un repas équilibré à un prix abordable dans la journée. Pourtant, vous acceptez de ne plus rechercher de solutions alternatives de conventionnement pour palier à la fermeture estivale de certains restaurants administratifs.

Enfin, nous terminerons cette déclaration liminaire par une impression de vacuité qui a saisi les équipes syndicales la semaine dernière alors que les quatre cinquièmes des cadres dirigeants de la DRFIP étaient absents. Dans tous les services un plan de congés existe et quand il n'y en a pas comme chez Solidaires par exemple, on s'arrange pour qu'un minimum de camarades soient présents pour assurer la veille en cas de crise. Or, une crise, il y en a eu une avec le désormais inévitable SIE10. Nous avons eu la semaine dernière le sentiment que vous ajoutiez le vide à la sourde oreille dont vous étiez déjà coutumiers.